

Questions orales

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Madame la Présidente, les 1,6 million de sans-emploi au Canada ne trouveront objectivement aucun réconfort dans la déclaration du ministre en ce qui concerne leur avenir et celui de leurs enfants.

[Français]

Mais je voudrais poser une autre question au ministre des Finances. Les femmes sont toujours les premières victimes de la crise économique. Statistique Canada, ce matin, le montre une fois de plus.

Si le gouvernement ne veut pas répondre aux appels de ceux et celles qu'il appelle les *bleeding hearts*, ceux et celles qu'il accuse de pleurnicher, comment va-t-il répondre aux 60 000 femmes de plus qui sont sans emploi?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, bien sûr que je me préoccupe des répercussions que cela aura sur les femmes, mais je m'inquiète aussi de ce qui semble être la position des néo-démocrates et d'autres députés et qui consiste à fermer les yeux sur les abus du régime d'assurance-chômage. Non seulement ils ferment les yeux sur les abus, mais ils les encouragent et les facilitent. Je ne veux en aucune façon être associé à ce genre de position.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Madame la Présidente, le gouvernement a clairement montré qu'il ne se préoccupe pas du sort des sans-emploi et qu'il n'est pas prêt à prendre des mesures pour résorber la pire crise de l'emploi de l'histoire du pays.

Le ministre et ses collègues ont beau traiter les autres de coeurs sensibles, mais n'est-ce pas le ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui a dit à la Chambre hier que, si une femme est victime de harcèlement sexuel au travail, elle n'a qu'à laisser son emploi? Voilà une remarque très dure. Le ministre a montré qu'il ne comprenait absolument rien au marché du travail et aux problèmes des travailleurs.

Le vice-premier ministre va-t-il demander au ministre, qui a fait cette déclaration, qui nie les réalités du marché du travail, de démissionner et va-t-il prier son gouvernement de s'excuser auprès des femmes?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame la Présidente, car

les déclarations outrancières du chef et du président du NPD sont absolument et complètement injustifiées. Le chef du NPD devrait demander la démission du président de son parti.

* * *

LE HARCÈLEMENT SEXUEL

Mme Mary Clancy (Halifax): Madame la Présidente, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le gouvernement prétend que le harcèlement sexuel constitue un motif valable pour laisser volontairement son emploi. Par contre, quand on consulte des décisions judiciaires, on constate que ce n'est pas le cas. En fait, on dit dans un guide traitant des appels relatifs à l'assurance-chômage qu'il est très difficile de prouver qu'il y a motif valable.

Ma question au vice-premier ministre est donc celle-ci: Pourquoi n'établit-il pas dès maintenant une définition du harcèlement sexuel comme motif valable?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Madame la Présidente, je pense que mon collègue, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a clairement dit hier que le harcèlement sexuel est considéré comme un motif valable pour laisser son emploi et que le ministère de l'Emploi et de l'Immigration traite de dossiers semblables depuis des années.

Je signale au député que le harcèlement sexuel figurait dans le projet de loi C-21 à titre de motif valable pour laisser son emploi et que l'opposition a retardé l'adoption de ce projet de loi pendant plus d'un an.

Mme Mary Clancy (Halifax): Madame la Présidente, il y a retard et retard. J'y étais et j'en suis fière. Il reste que le gouvernement prend le temps de s'occuper de questions ridicules, mais pas de ses fonctionnaires.

[Français]

Ma question suivante s'adresse au vice-premier ministre.

Hier, le ministre de l'Emploi a dit, et je cite: «Il est temps qu'un gouvernement ait assez de couilles pour faire face à la réalité.»

C'est maintenant clair pourquoi le gouvernement ne comprend absolument pas la sérieuse question du harcèlement sexuel.